

***Préciser notre  
objet et prévoir la  
suite***

---

**de l'Alliance  
mondiale pour  
des  
mouvements  
féministes  
durables**

---

*consultation du 2e*  
**rapport sur les  
résultats**



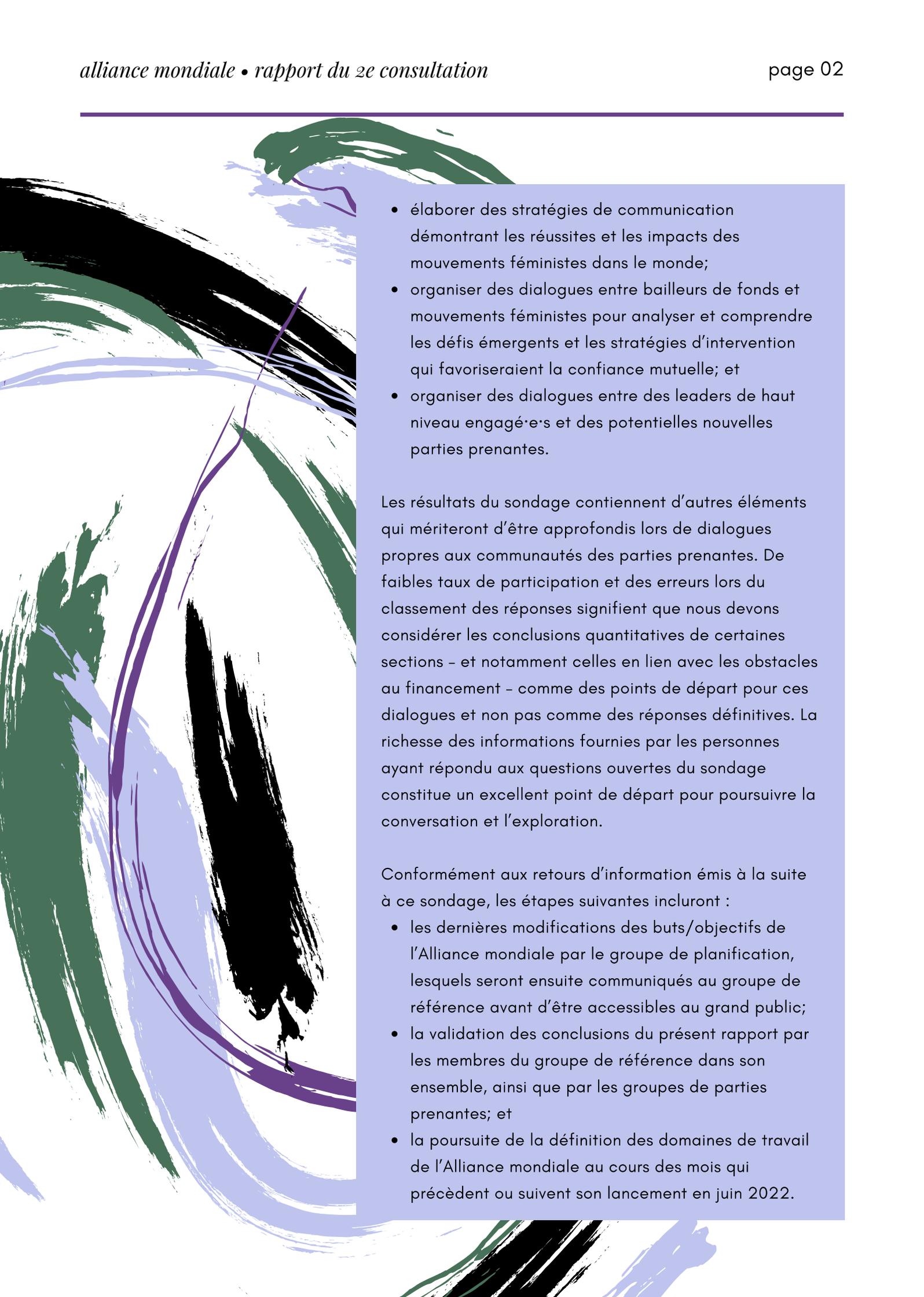
## Résumé analytique

Ce rapport présente les principales conclusions du deuxième sondage de consultation proposé au groupe de référence de l'Alliance mondiale pour des mouvements féministes durables (Alliance mondiale). Ce sondage s'est basé sur les retours d'information suite à la première consultation auprès du groupe de référence, en se centrant sur (1) la précision des buts/objectifs de l'Alliance mondiale, (2) la mise à jour de nos hypothèses expliquant pourquoi l'écosystème de financement est tel qu'il est, et (3) les prémisses d'une conceptualisation des domaines de travail de l'Alliance mondiale.

Les résultats du sondage indiquent que les personnes interrogées :

- sont dans l'ensemble d'accord avec les objectifs/buts prévus, tout en recommandant des pistes en vue de les améliorer et les clarifier;
- sont tout à fait d'accord sur l'importance des mouvements féministes et sur le fait qu'ils sont sous-financés (déclaration de contexte no 1);
- sont dans l'ensemble d'accord sur la définition d'un « financement de qualité » (déclaration de contexte no 2); et
- s'entendent d'une certaine manière sur la raison pour laquelle le financement des mouvements féministes est actuellement inadéquat (déclaration de contexte no 3).

Les personnes ayant répondu au sondage ont également démontré un large soutien en faveur des actions suivantes par l'Alliance mondiale, dès qu'elle sera opérationnelle :

- 
- élaborer des stratégies de communication démontrant les réussites et les impacts des mouvements féministes dans le monde;
  - organiser des dialogues entre bailleurs de fonds et mouvements féministes pour analyser et comprendre les défis émergents et les stratégies d'intervention qui favoriseraient la confiance mutuelle; et
  - organiser des dialogues entre des leaders de haut niveau engagé·e·s et des potentielles nouvelles parties prenantes.

Les résultats du sondage contiennent d'autres éléments qui mériteront d'être approfondis lors de dialogues propres aux communautés des parties prenantes. De faibles taux de participation et des erreurs lors du classement des réponses signifient que nous devons considérer les conclusions quantitatives de certaines sections – et notamment celles en lien avec les obstacles au financement – comme des points de départ pour ces dialogues et non pas comme des réponses définitives. La richesse des informations fournies par les personnes ayant répondu aux questions ouvertes du sondage constitue un excellent point de départ pour poursuivre la conversation et l'exploration.

Conformément aux retours d'information émis à la suite à ce sondage, les étapes suivantes incluront :

- les dernières modifications des buts/objectifs de l'Alliance mondiale par le groupe de planification, lesquels seront ensuite communiqués au groupe de référence avant d'être accessibles au grand public;
- la validation des conclusions du présent rapport par les membres du groupe de référence dans son ensemble, ainsi que par les groupes de parties prenantes; et
- la poursuite de la définition des domaines de travail de l'Alliance mondiale au cours des mois qui précèdent ou suivent son lancement en juin 2022.

# INTRODUCTION

À partir des retours d'information obtenus lors de la première consultation auprès du groupe de référence[1], le groupe de planification a prévu une deuxième consultation pour préciser les buts/objectifs de l'Alliance mondiale pour des mouvements féministes durables (Alliance mondiale), (2) mettre à jour nos hypothèses expliquant pourquoi l'écosystème de financement est tel qu'il est, et (3) commencer à conceptualiser les domaines de travail de l'Alliance mondiale.

Pour préparer cette deuxième consultation, le groupe de planification avait transmis par courriel au groupe de référence un sondage disponible en français, anglais et espagnol. Le sondage était accessible du 3 au 23 février 2022. Les membres du groupe de référence ont répondu anonymement au sondage, en ne s'identifiant qu'à l'aide de leur groupe de parties prenantes, soit « société civile féministe », « organisation de philanthropie privée », « gouvernement », « fonds de femmes/féministe » ou « autre ».

Le deuxième sondage n'a pas récolté autant de réponses que le précédent, avec 41 contre 78 précédemment. Au total, 41 % des membres du groupe de référence ont répondu à ce sondage, contre 55 % lors du premier sondage.

Les informations présentées dans ce rapport, et lors du sondage, devraient servir de base de discussion plutôt qu'être considérées comme des déclarations définitives représentatives des opinions des membres du groupe de référence de l'Alliance mondiale pour des mouvements féministes durables. Les résultats de ce sondage seront débattus à l'occasion de dialogues propres aux communautés des parties prenantes au cours des prochaines semaines, et pendant la phase de conception.

	En français	En espagnol	En anglais	Total	Taux de réponse
<b>Société civile</b>	0	5	11	16	36%
<b>Fonds de femmes</b>	0	4	9	13	43%
<b>philanthropie privée</b>	0	0	6	6	40%
<b>Gouvernement</b>	0	0	2	2	40%
<b>Autre</b>	1	0	3	4	90%
<b>Total</b>	1	9	30	41	41%

Le sondage incluait les quatre sections suivantes :

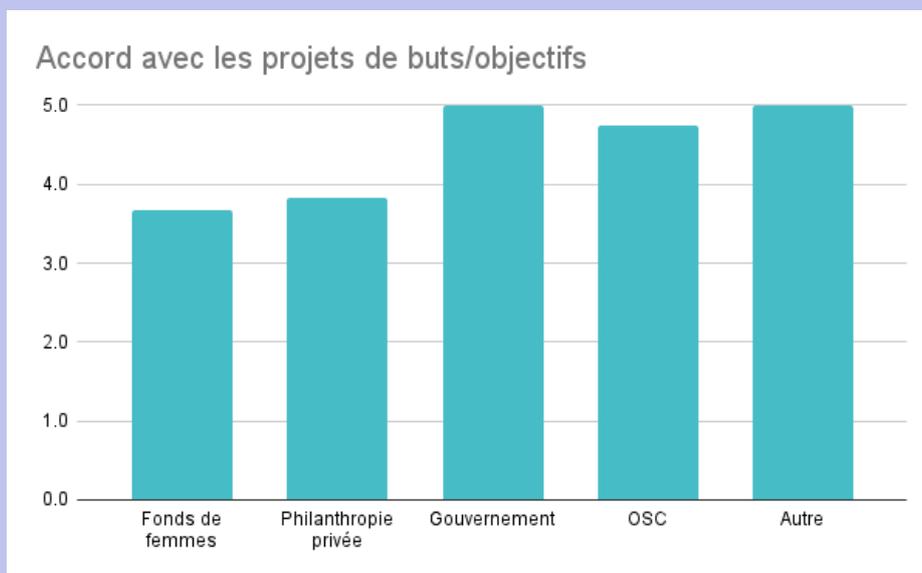
1. des déclarations de contexte présentant nos hypothèses expliquant l'écosystème de financement féministe;
2. l'identification d'obstacles à un financement de qualité auxquels sont confrontés les financeurs et les organisations de la société civile;
3. une réflexion commune à propos des actions que l'Alliance mondiale pourrait mener; et
4. la redéfinition des propositions de buts/objectifs pour l'Alliance mondiale.

Les réponses reçues pour chacune des sections sont présentées ci-dessous. Au vu de la taille réduite de l'échantillon et des erreurs de classement des réponses, il a été décidé de partager de nombreuses citations de personnes ayant répondu au sondage.

Rachel Jacobson, responsable principale de l'Alliance mondiale pour des mouvements féministes durables, a dirigé l'analyse des données et préparé le rapport. Celui-ci a ensuite été commenté, modifié ainsi que fait l'objet de retours d'information de la part du groupe de planification.

## But/Objectifs de l'Alliance mondiale

Les projets de buts/objectifs de l'Alliance mondiale ont été présentés aux personnes répondant au sondage. Il leur a été demandé dans quelle mesure elles estimaient que ces buts étaient des priorités dans le contexte actuel de financement (1 signifiant « pas du tout d'accord » et 5 « tout à fait d'accord »). Dans l'ensemble, les groupes de parties prenantes soutiennent les buts/objectifs - le soutien le plus marqué provenant des catégories « gouvernement », « société civile féministe » et « autre ».



Les personnes ayant répondu au sondage ont fait part de quelques questions non résolues. Elles sont rapportées ci-dessous, avec les buts concernés. Il a également été remarqué que la redevabilité fait défaut et devrait être incluse parmi les buts/objectifs.

**But/Objectif no 1 : Renforcer les collaborations fructueuses, l'apprentissage et la compréhension mutuelle entre parties prenantes engagées en faveur de la justice de genre et des droits humains.**

#### **Commentaires :**

- Besoin de précision quant aux parties prenantes pressenties dans le cadre de ce but. Par exemple, « parties prenantes engagées dans le financement de la justice de genre et des droits humains. » (société civile)
- Énoncer clairement le fait que l'Alliance mondiale met en commun des financeurs et des mouvements féministes.
- Recommandation supplémentaire pour plus de clarté : « Renforcer les collaborations fructueuses, l'apprentissage et la compréhension mutuelle entre parties prenantes et mouvements de justice sociale qui promeuvent la justice de genre et les droits humains. » (autre)
- Besoin d'inclure davantage de parties prenantes, et non uniquement celles qui sont déjà impliquées.
- Besoin de préciser ce que nous espérons obtenir de l'apprentissage et de la compréhension mutuelle.
- « Éventuellement l'égalité des genres et pas seulement la justice de genre. » (société civile)
- De nombreuses recommandations concernant la réorganisation des buts, afin que le no 1 arrive en dernier. Dans la même veine, d'autres personnes ont souligné que ce but « est en cours dans d'autres sphères » (organisation de philanthropie privée) et que, de ce fait, les buts 2 et 3 semblent plus originaux et utiles.

## **But/Objectif no 2 : Augmenter et améliorer les ressources, dont les ressources financières mais sans s'y limiter, pour un soutien direct aux mouvements et programmes féministes.**

#### **Commentaires :**

- « Ajouter soutien de qualité puisque le financement flexible et de base continue de constituer un obstacle de taille pour les organisations de femmes, et doit être mieux priorisé et inclus dans l'ensemble des messages relatifs au financement. » (fonds de femmes/féministe)
- « Affirmer plus fortement et plus clairement que de meilleures ressources financières sont absolument nécessaires et centrales à la mission de l'Alliance mondiale. » (société civile)
- Renforcer le soutien des mouvements féministes dans les pays du Sud et de l'Est.
- Préciser ce que signifie « dont les ressources financières ».
- Octroyer la première place à ce but dans l'ordre des priorités.

## **But/Objectif no 3 : Mobiliser l'appui politique en faveur des divers mouvements, programmes et politiques féministes et de leur visibilité.**

#### **Commentaires :**

- Que signifie « mobiliser l'appui politique »? Nous devrions éventuellement être vigilant·e·s quant aux personnes mobilisées (p. ex. populistes/politicard·e·s).

Le groupe de planification examinera les suggestions et questions présentées ci-dessus et modifiera les buts/objectifs. Les objectifs définitifs seront communiqués au groupe de référence pour examen final avant d'être accessibles au grand public.

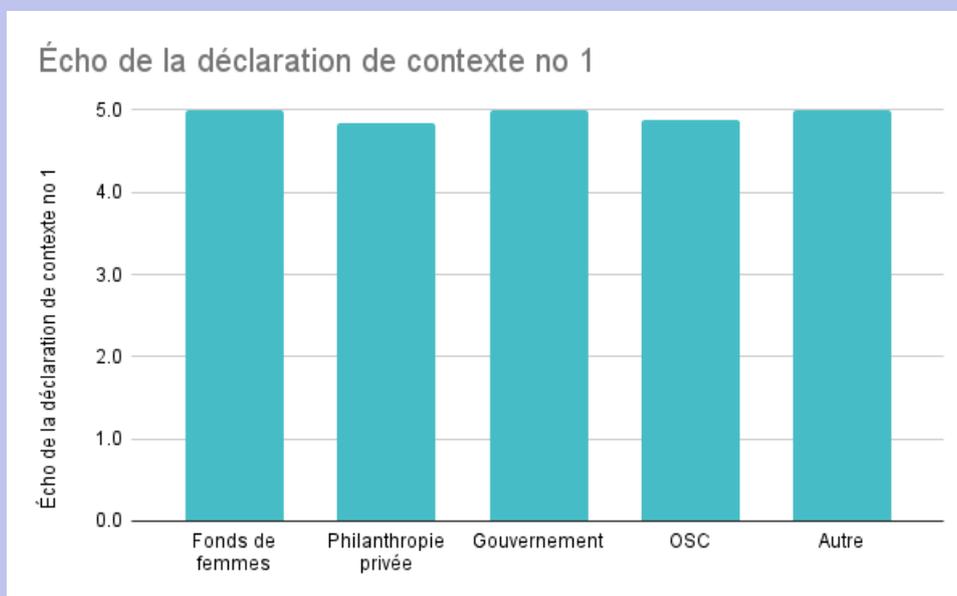
# **Déclaration de contexte no 1**

## Déclaration de contexte no 1

1. Les mouvements féministes sont des forces motrices indispensables pour le changement vers l'égalité des genres, les droits humains des femmes et la justice sociale plus globalement;
2. les niveaux globaux de financement en faveur de l'égalité des genres sont inadéquats; et
3. le financement qui existe n'est pas de qualité suffisante pour atteindre les impacts souhaités.

De toutes les « déclarations de contexte » mentionnées dans le sondage, celle-ci faisait le plus fortement écho à l'ensemble des personnes ayant répondu. Il s'agit, de plusieurs manières, des croyances sous-jacentes qui motivent l'Alliance mondiale pour des mouvements féministes durables, et elles ont été affirmées par les personnes ayant répondu au sondage.

Les questions suivantes portaient sur les parties de cette déclaration qui faisaient le plus fortement écho aux personnes répondant au sondage, et celles qui faisaient le moins fortement écho, afin de déterminer où l'analyse ou le cadrage avaient besoin d'être renforcés. Comme l'a fait remarquer une des personnes interrogées : « Ce sont [tous] des morceaux interconnectés du changement structurel nécessaire dans cet espace. » (société civile)



## Les éléments qui ont le plus fortement fait écho aux personnes ayant répondu au sondage

### Les mouvements féministes créent du changement

Tous les éléments de la déclaration ont fortement fait écho aux personnes répondant au sondage, mais le premier élément a souvent reçu le soutien le plus fort, bien que tous aient reçu le soutien de quelques personnes. En soulignant l'interconnexion des éléments de cette déclaration, une personne interrogée a insisté sur le fait qu'une « croyance dans, et la preuve de [l'impact des mouvements féministes], sont indispensables pour parvenir à mobiliser davantage de ressources de meilleure qualité. » (organisation de philanthropie privée)

Une autre personne proposait d'insister sur « les avantages sociétaux plus globaux » des mouvements féministes, tels que « la contribution des mouvements féministes au renforcement de la démocratie et de l'économie. » (organisation de philanthropie privée)

« Seule une approche réellement et imperturbablement féministe de l'égalité des genres, de la justice de genre et des droits humains des femmes menée par des mouvements féministes donnera lieu à un changement systémique durable. » (société civile)

« Je suis tout à fait d'accord avec tout cela, mais je pense qu'il faudrait insister sur le fait que ce sont les mouvements féministes qui ont permis, historiquement, les transformations en matière de justice et d'égalité. Cela, en plus du fait qu'il n'est pas possible de continuer à œuvrer vers l'égalité et la justice sans nous. » (société civile)

« Le mouvement féministe n'est pas seulement une manière clé, mais d'après mon expérience et à partir de la féminhistoire et d'observations, la seule manière pour que les femmes et les personnes queer puissent effectivement transformer l'environnement et le rendre plus juste. » (fonds de femmes/féministe)

### **Les financements sont insuffisants**

Les personnes répondant au sondage qui secondaient cette déclaration soulignaient les données – 4 % seulement de l'aide bilatérale à l'égalité des genres pour objectif principal – alors que d'autres remarquaient que le manque de financement peut être encore plus prononcé « pour les personnes structurellement exclues » ou « qui travaillent dans des domaines ne recevant généralement pas de financement, et qui pourraient recevoir de plus en plus d'argent (par exemple, des domaines tels que le travail du sexe, les mouvements antivalidistes, la défense des territoires, etc.). » (fonds de femmes/féministe)

« Quel serait l'impact possible s'ils recevaient davantage de financement? » (société civile)

« De très nombreuses questions en lien avec le genre ont besoin de beaucoup d'attention, mais peu de choses sont faites par manque d'argent. » (société civile)

« Il faut davantage de financements pour l'égalité des genres si l'on espère parvenir à une transformation et un changement réels. Mais pour que plus de financements soient disponibles, davantage de personnes (d'hommes) au pouvoir doivent valoriser l'égalité des genres. » (fonds de femmes/féministe)

D'autres ont soulevé une question importante, qui faisait écho aux déclarations de contexte no 1 et no 2 : l'accessibilité des financements. Même les rares ressources disponibles incluent des restrictions qui les rendent inaccessibles aux mouvements féministes.

La qualité des financements n'est pas suffisante

Outre le point susmentionné relatif aux liens entre la qualité et la quantité des financements et leur accessibilité, d'autres personnes ont répondu en soulignant que la qualité des financements a souvent un impact négatif sur le travail dans son ensemble, ainsi que sur le bien-être des activistes individuellement.

« Non seulement la qualité des financements n'aide pas à atteindre les impacts souhaités, mais elle contribue même dans certains cas à saper activement ces mêmes impacts, et ce, particulièrement lorsque les financements sont fermement tenus et contrôlés par de puissantes élites et ne reposent pas sur la confiance. » (fonds de femmes/féministe)

« Je pense que les financements de mauvaise qualité influencent vraiment négativement la force des mouvements et l'impact de l'argent que nous investissons dans les mouvements. » (organisation de philanthropie privée)

« Il y a un manque de financement, et le financement est trop souvent contraint, de court terme et centré sur les projets au lieu d'être un appui de base. Et le peu de financement qui existe va souvent à de grandes organisations plutôt qu'à de petits collectifs et organisations basés dans le Sud et autodirigés. » (société civile)

## **Les éléments qui ont le moins fortement fait écho aux personnes ayant répondu au sondage**

Tel que mentionné précédemment, chacun des éléments de cette déclaration a été largement validé. Plusieurs personnes ont eu du mal à répondre à la question visant à déterminer quel élément leur parlait le moins, car elles insistaient sur le fait que tous faisaient écho à ce qu'elles pensaient. Plutôt que d'identifier un élément précis qui ne les rejoignait pas, les personnes répondant au sondage ont souhaité éclaircir nos compréhensions des mouvements féministes et de l'égalité des genres.

« Nous pourrions souhaiter souligner l'importance pour l'argent d'aller directement aux organisations féministes, plutôt que d'injecter davantage d'argent dans l'égalité des genres – parce que des organisations non féministes peuvent aussi travailler sur l'égalité des genres. » (autre)

« Certains mouvements féministes excluent de manière explicite une partie de leurs publics (les travailleur·euse·s du sexe, dans ce cas) [ou] financent des programmes qui ne sont pas basés sur les droits, rendant ainsi le financement moins efficace et contradictoire. » (fonds de femmes/féministe)

« Il y a des financements pour l'égalité des genres (mais il en faut évidemment beaucoup plus), qui sont souvent fragmentés et excluent beaucoup de monde (et notamment les femmes et les filles défenseur·e·s des droits humains dans toute leur diversité). » (autre)

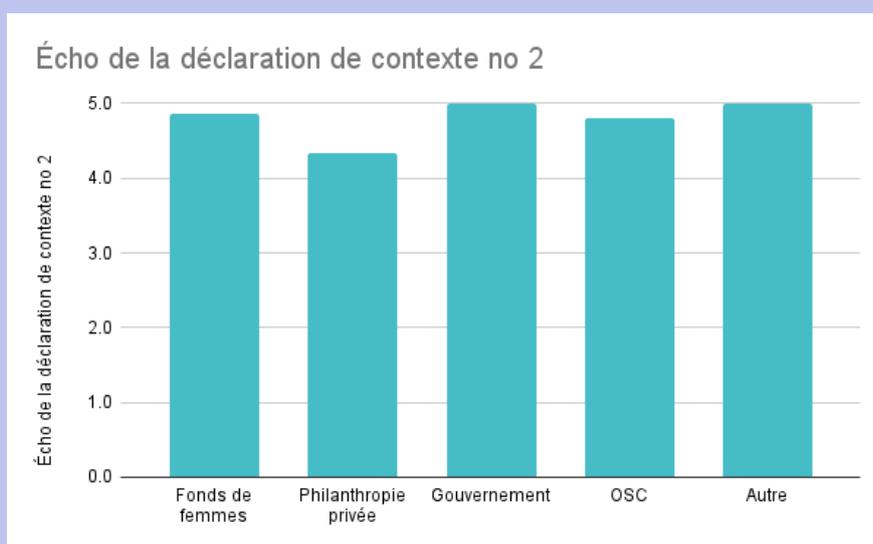
## Déclaration de contexte no 2

### Déclaration de contexte no 2

Un financement de qualité est un financement qui :

1. fournit un soutien de base;
2. est flexible;
3. est pluriannuel; et
4. atteint directement des organisations de première ligne, qui sont dirigées par les femmes, filles et personnes trans et de genre non binaire les plus directement touchées par les oppressions systémiques.

Dans l'ensemble, cette déclaration a fait écho, ou fortement écho, à presque toutes les personnes répondant au sondage, bien qu'elle ait été légèrement moins soutenue que la déclaration précédente. Chacun des éléments a fait fortement écho aux personnes répondant au sondage, bien que l'élément « pluriannuel » ait été le moins fréquemment mentionné. Pour plusieurs des personnes répondant au sondage, « soutien de base » et « flexible » étaient synonymes.



### Soutien de base

« Sans soutien de base, nous sommes coincées dans un cycle vicieux de collecte de fonds par projet qui nous épuise, en tant qu'activistes, nous rend vulnérables à l'alignement sur les programmes de nos bailleurs alors que nous nous battons pour la survie (financière) de nos organisations, et finit par éloigner nos ressources humaines et financières du véritable travail transformateur qui entraîne un changement durable. » (société civile)

### **Flexible**

« Flexible – parce que les bailleurs de fonds conditionnent tellement leurs financements qu’ils ne répondent en fait qu’à leur propre besoin de gestion des risques, sans déléguer cela aux bénéficiaires et accorder des fonds sur la base de la confiance. » (société civile)

« Ce financement correspond bien souvent à ce que souhaitent les bailleurs de fonds et non à ce que souhaite le mouvement. » (fonds de femmes/féministe)

### **Pluriannuel**

« le court terme de la plupart des financements empêche tout travail féministe significatif. » (autre)

« des financements à long terme, qui nous laissent respirer. » (fonds de femmes/féministe)

### **Organisations de première ligne**

« Il y a un écart et souvent des asymétries de pouvoir pour les organisations de première ligne en matière d’accès aux financements, et particulièrement pour [les défenseur·e·s des droits humains des femmes]. » (autre)

« Les organisations dirigées par des femmes sont sur le terrain et comprennent le contexte local beaucoup mieux, et l’abordent également dans ce cadre et obtiennent de vrais résultats. » (société civile)

« Organisation de première ligne, car malheureusement ces types de financement, ces organisations qualifiées de 1ère ligne le reçoivent par l’intermédiaire des PTF locaux, et cela désavantage tout le système. » (autre)

## **Les éléments qui ont le moins fortement fait écho aux personnes ayant répondu au sondage**

La plupart des personnes ont répondu que chacun des éléments les rejoignait fortement, et certaines ont demandé des éclaircissements plutôt que de désapprouver certains éléments. Certaines personnes souhaitaient ainsi détailler la « flexibilité », alors que d’autres indiquaient que la « flexibilité » est souvent incluse dans le soutien de base.

Une personne a précisé que les subventions à court et à long termes sont souvent nécessaires, soulignant que dans les situations d’urgence une subvention à long terme peut être inutile ou inadaptée.

Enfin, une autre personne a répondu en s’interrogeant sur la nécessité, ou non, de considérer qu’« atteindre les organisations de première ligne » est un élément de la définition d’un « financement de qualité » ou s’il ne s’agit pas plutôt d’un but global.

Une autre personne a répondu en soulignant qu’il est indispensable que les personnes les plus touchées par l’oppression systémique puissent exercer leur leadership, tout en reconnaissant la présence d’organisations qui « font un travail politique, social et articulé qui est pertinent et important pour le mouvement. » (société civile)

Plusieurs personnes ont répondu en soulignant d’autres éléments qui, à leur avis, manquaient dans la définition d’un « financement de qualité ».

### **Accessibilité et autres éléments manquants**

Tel que mentionné précédemment, plusieurs personnes répondant au sondage ont mentionné, dans toutes les sections, des questions en lien avec l’accessibilité aux financements, qui n’étaient pas explicitement soulevées dans les déclarations de contexte.

« On peut avoir un soutien de base, flexible et pluriannuel, mais s'il n'est pas accessible aux groupes de première ligne/de la base, il ne servira à rien. » (organisation de philanthropie privée)

« Ce qui continue de manquer, c'est l'accessibilité, ne pas nécessiter des quantités folles de paperasse et de temps pour demander les fonds, envoyer des rapports, des évaluations, etc. Il est normal de devoir en faire un peu, mais l'équilibre est totalement rompu dans certains cas. » (société civile)

« La déclaration n'inclut pas [l'argent] pour changer les systèmes. Tellement [d'argent] pour l'égalité des genres est encore relié à l'intégration transversale du genre au lieu d'être dirigé vers la modification des systèmes et la résolution des causes sous-jacentes de l'inégalité des genres. » (fonds de femmes/féministe)

« J'ajouterais un 5e point à cela : un financement de qualité est un financement qui est cohérent avec la politique étrangère des gouvernements, un financement qui n'est pas utilisé pour « maquiller en rose » l'image des gouvernements et qui est un financement qui remplace les dépenses militaires. » (fonds de femmes/féministe)

« Il faudrait préciser qu'un financement de qualité doit rompre avec les schémas coloniaux et générer des dynamiques de confiance et de redevabilité qui n'entraînent pas des charges de travail administratif insupportables pour les organisations. » (société civile)

« Au quatrième point, j'ajouterais le débat selon lequel ce dont nous avons souvent besoin c'est de soutenir la vie de ces femmes, ces filles et ces personnes trans et non binaires de genre qui sont les plus touchées par les oppressions systémiques, c'est-à-dire celles qui n'ont pas le temps de s'organiser parce qu'elles mettent presque tout dans leur survie. » (fonds de femmes/féministe)

« Nous pensons que, pour être de qualité, ces financements doivent aussi bénéficier d'un accompagnement et d'un renforcement adéquats des organisations qui reçoivent l'argent, soit un renforcement des capacités sur des thématiques organisationnelles, financières et administratives. » (fonds de femmes/féministe)

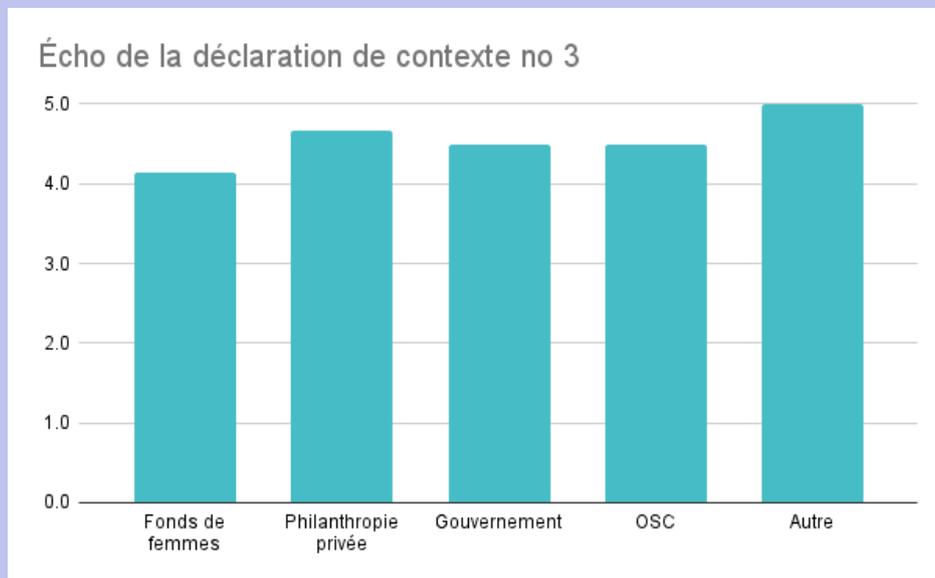
## Déclaration de contexte no 3

### Déclaration de contexte no 3

Le financement des mouvements féministes ne parvient pas à atteindre les impacts souhaités, car :

1. la compréhension mutuelle et les connexions sont faibles entre les mouvements féministes et les institutions de financement;
2. il n'y a pas assez de soutien de haut niveau et de priorisation des mouvements féministes au sein des institutions de financement;
3. les niveaux de soutien politique envers les mouvements féministes varient grandement au sein de la société;
4. les priorités divergent au moment de décider ce qui constitue un impact, et comment en rendre compte;
5. les préoccupations/standards institutionnels relatifs à l'atténuation des risques et la diligence raisonnable peuvent empêcher certaines organisations féministes de recevoir des fonds;
6. les seuils de financement sont trop élevés ou trop bas pour concerner certaines organisations féministes de première ligne;
7. il n'y a pas assez de ressources humaines pour gérer des subventions plus faibles mais plus nombreuses au sein des institutions de financement;
8. la collaboration et/ou la mutualisation des ressources entre financeurs posent des défis; et
9. le niveau de sensibilisation à l'existence de mécanismes de financement pouvant soutenir les bailleurs de fonds dans la mise à l'échelle des financements des mouvements féministes est faible.

C'est peut-être la complexité de cette déclaration, parmi les trois, qui lui a valu le moins de validation, bien qu'une majorité des personnes répondant au sondage aient dit qu'elle les rejoignait ou les rejoignait fortement.



Les réponses dans ces sections tendaient à établir un lien entre le technique et le politique, comme pour de nombreux domaines de travail/analyses de l'Alliance mondiale. Une personne l'a justement formulé ainsi :

« ce n'est pas une question de montants en général, ce sont des décisions politiques; les montants ou les différentes formes de financement peuvent être adaptés, mais de nombreux financeurs disent souhaiter financer la première ligne alors que leurs exigences administratives sont irréalistes et ne bénéficient pas au mouvement. » (fonds de femmes/féministe)

## Les éléments qui ont le plus fortement fait écho aux personnes ayant répondu au sondage

Les éléments individuels de la déclaration qui ont le plus fortement fait écho aux personnes ayant répondu au sondage sont :

1. le soutien de haut niveau et la priorisation au sein des institutions de financement;
2. la divergence des priorités au moment de décider ce qui constitue un impact, et comment en rendre compte; et
3. les préoccupations/standards institutionnels relatifs à l'atténuation des risques et la diligence raisonnable qui peuvent empêcher certaines organisations féministes de recevoir des fonds.

### Impact

« Il y a un engouement pour les données quantitatives et la communication permanente pour justifier les financements. Les politiciennes et les politiciens aiment pouvoir quantifier et traduire facilement pour le public la différence qu'a entraînée le financement – par exemple x filles ont ainsi pu aller à l'école. C'est un vrai défi pour ce type de soutien. » (gouvernement)

« Son obsession pour la thématique fait que ce n'est pas une relation de confiance, ni entre pairs. Tout porte sur la question du pouvoir. » (fonds de femmes/féministe)

« Il serait probablement intéressant, dans le cadre du travail de l'Alliance mondiale, d'ouvrir des espaces de collaboration entre les financeurs et la société civile sur le SERA [suivi, évaluation, redevabilité, apprentissage] pour les mouvements féministes... » (société civile)

« La question de la mesure de l'impact me semble être un piège, et s'il y a un mouvement qui parvient à démontrer qu'il améliore la vie des gens juste en existant, c'est bien le mouvement féministe. En outre, si les mécanismes de suivi étaient moins stricts et qu'on travaillait sur la base de la confiance et d'objectifs politiques communs, il n'y aurait pas besoin de tant de personnel pour gérer des petits fonds. » (fonds de femmes/féministe)

## Enregistrement juridique

Un élément qui ne figure pas dans cette déclaration de contexte, mais que plusieurs personnes ont souligné, est la difficulté de financer les organisations qui ne sont pas enregistrées.

« Le rétrécissement de l'espace pour les OSC en crise/conflit est constant. La nécessité d'un enregistrement juridique pour financer de nombreuses petites organisations est une préoccupation majeure et un défi constant. De nombreuses OSC ne peuvent s'enregistrer sous des gouvernements militaires, par exemple, ce qui signifie que les OSC dirigées par des femmes sont confrontées à encore plus d'obstacles pour accéder à des financements. » (fonds de femmes/féministe)

« En tant que mouvement non enregistré, à peine financé et dirigé par des bénévoles, nous ne correspondons que rarement aux prérequis des demandes de subvention (surtout du fait de notre non-enregistrement). Et lorsque nous y correspondons, les subventions disponibles ne reflètent que rarement la réalité de nos capacités. Ceci souligne que, bien qu'ils déclarent vouloir soutenir des mouvements féministes, les financeurs sont souvent très réticents face au risque, lorsqu'il est question de certaines des principales caractéristiques des mouvements : elles sont organiques, d'une forme d'organisation innovante qui ne veut pas toujours se soumettre aux structures rigides et dépassées du statut à but non lucratif, et leurs flux de travail sont parfois moins rigidelement formatés que ceux des ONG professionnalisées. De ce fait, au lieu de soutenir des mouvements féministes de la base, qui travaillent avec leur communauté et au niveau de l'organisation politique, ils soutiennent des ONG de l'égalité des genres qui sont établies et mettent ainsi les mouvements dans une situation de concurrence déloyale avec des organisations disposant de bien plus de ressources pour un même financement. » (société civile)

## Les éléments qui ont le moins fortement fait écho aux personnes ayant répondu au sondage

Les éléments qui ont le moins fortement fait écho étaient :

1. le manque de ressources humaines pour gérer des subventions plus faibles mais plus nombreuses au sein des institutions de financement;
2. le faible niveau de sensibilisation à l'existence de mécanismes de financement pouvant soutenir les bailleurs de fonds dans la mise à l'échelle des financements des mouvements féministes; et
3. les défis dans la collaboration et/ou la mutualisation des ressources entre financeurs.

« Certaines personnes ont une bonne connaissance [des mécanismes de financement existants] et je crains que nous n'ayons que des webinaires expliquant aux mouvements féministes comment faire des demandes de toutes petites mutualisations de financements à court terme. » (société civile)

### Éléments manquants

« Le postulat de la déclaration suppose que les gens sachent ce que sont les mouvements féministes. Je répondrais que la plupart des gens ne savent pas exactement ce qu'ils sont ou ce pour quoi ils se battent, et ne sont donc pas convaincus de la nécessité de les soutenir. » (fonds de femmes/féministe)

« Il manque le prisme de l'intersectionnalité – il pourrait y avoir des groupes qui ne sont pas considérés faire partie du mouvement féministe ou d'autres mouvements, non plus, et c'est un motif majeur du manque de financement pour ces groupes. » (société civile)

« Il semble aussi y avoir quelque chose qui manque dans la liste [relative à] la concurrence pour les financements et le besoin de trouver une manière de collaborer et de mieux se coordonner pour empêcher cela. » (autre)

« Je pense que ce qui doit changer, c'est le sentiment de financer/subventionner. Je dis cela, car c'est un problème historique qui a à voir avec le colonialisme. Il y a une question de justice sociale dans le monde, dans laquelle les pays du Nord doivent réfléchir et changer cette manière de regarder et de faire dans les pays du Sud. » (fonds de femmes/féministe)

# Obstacles au financement

## Expériences des financeurs

Le sondage interrogeait les financeurs sur les principaux obstacles rencontrés lorsqu'ils veulent fournir un financement de qualité. Cependant, la description purement quantitative des conclusions due au faible nombre de réponses des financeurs (20 en tout : 6 d'organisations de philanthropie privées, 2 de gouvernements et 13 de fonds de femmes) et les erreurs dans le classement des réponses ne permettraient pas d'enrichir notre compréhension.

Il y avait, en outre, parmi l'échantillon réduit, des différences dans les classements entre les groupes de financeurs. Par exemple, des financeurs qui s'identifiaient comme une « organisation de philanthropie privée » accordaient beaucoup plus d'importance aux questions sur les ressources humaines que les financements issus des « fonds de femmes/féministes ». Des discussions plus approfondies au sein de nos groupes de parties prenantes pourront permettre d'y voir plus clair.

D'autres questions qui ne figurent pas dans cette liste ont été identifiées par les financeurs comme étant des obstacles. Il s'agit des :

- restrictions en lien avec le financement des seuls groupes enregistrés;
- processus inaccessibles;
- coupes budgétaires;
- difficultés à fournir des financements rapides; et
- complications pour accéder à des financements de base et flexibles, et ainsi ne pas pouvoir accorder de financements de base et flexibles aux bénéficiaires.

## Les expériences de la société civile féministe

Comme pour les questions en lien avec les obstacles pour les financeurs, les organisations qui s'identifiaient comme de la société civile étaient interrogées sur leurs expériences de tentative d'accès à des financements de qualité. Il n'y a cependant pas eu assez de réponses d'organisations de la société civile féministe pour procéder à une analyse quantitative significative.

Voici quelques-unes des contributions reçues en réponse à la question ouverte, qui était « Souhaitez-vous mentionner d'autres obstacles à l'accès à des financements de qualité? » :

« Nous avons remarqué, par rapport aux lourdeurs administratives, que les obstacles sont plus importants pour les organisations et mouvements qui ne sont pas enregistrés dans un pays du Nord, et particulièrement en Europe. Bien que cela puisse être en lien avec des contraintes d'ordre juridique du côté des bailleurs de fonds qui doivent être en mesure de démontrer le statut/l'utilisation faite de leurs fonds, nous pensons que cela est également en lien avec la relative facilité (au moins au niveau politique ou démocratique) avec laquelle les mouvements peuvent s'enregistrer en tant qu'ONG dans les pays du Nord. Les bailleurs ne perçoivent ainsi pas le défaut d'enregistrement comme étant un obstacle à l'accès aux ressources qu'ILS devraient nous aider à dépasser ou à mieux appréhender. Ceci témoigne néanmoins d'une non prise en compte de l'effet de contrainte que l'enregistrement en tant qu'entité à but non lucratif peut avoir sur la créativité et l'innovation de l'organisation de mouvements féministes de la base, les écartant des expériences de hiérarchie horizontale et de prise de décision consensuelle au sein des mouvements vers des structures de hiérarchie plus traditionnelles qui ont tendance à se professionnaliser, à s'ONGiser et à être plus susceptibles d'être cooptées par des gouvernements et des financeurs. » (société civile)

« Les bailleurs de fonds hésitent à se coordonner en amont, du fait des différents calendriers et des modalités qui freinent la collaboration stratégique et la mutualisation des financements (et qui contribuent à une utilisation inefficace des ressources limitées/une duplication du travail). » (société civile)

# Augmenter et améliorer les financements

## Qu'est-ce qui encourage les financeurs à fournir des financements de qualité?

Le sondage posait la question ouverte suivante : « À votre avis, qu'est-ce qui encourage les financeurs – les gouvernements, fonds de femmes et financeurs philanthropiques – à fournir des financements de qualité aux mouvements féministes et aux organisations pour les droits des femmes? »

Les réponses les plus fréquentes s'inscrivaient dans l'une des trois catégories suivantes :

- démonstration/observation de l'impact;
- encouragement/apprentissage/pression entre pairs; et
- volonté/soutien politique.

### **Démonstration/Observation de l'impact**

Dans cette catégorie de réponses, les personnes ayant participé au sondage ont mentionné l'importance de démontrer à la fois l'impact des mouvements féministes et celui des financements de qualité. Certaines personnes ont également fait remarquer que nous avons besoin de montrer l'impact, tout en « remettant en question la manière dont nous devons montrer l'impact » (organisation de philanthropie privée), faisant éventuellement allusion à l'accent souvent mis sur les mesures immédiates et quantitatives.

Une personne a également répondu que nous avons besoin « d'histoires convaincantes et de preuve de changement » de la part des « médias et d'institutions de recherche renommées. » (organisation de philanthropie privée)

Une autre personne a aussi fait remarquer l'importance de démontrer l'impact de l'égalité des genres sur tout le monde, et que « ce n'est pas une question qui ne concerne que les femmes. » (fonds de femmes/féministe)

Enfin, plusieurs personnes ont répondu qu'il peut également être important de souligner l'impact des mouvements antigénre : à la fois pour leurs réalisations et pour le type et la quantité de financements qu'ils perçoivent.

### **Encouragement/Apprentissage/Pression entre pairs**

Les personnes ont souvent répondu que les pratiques de financement peuvent changer, « en entendant d'autres financeurs impliqués dans le financement d'organisations féministes faire part de leurs expériences et leur entraînement, ainsi que de la manière dont ils ont structuré leurs approches et infrastructure interne pour être en mesure de répondre aux besoins et de tirer profit des occasions qui se présentaient. » (organisation de philanthropie privée)

Une personne a répondu que l'apprentissage entre pairs ne vient pas uniquement de « collègues financeurs », mais se fait également auprès de mouvements féministes.

Les réponses décrivaient parfois cela comme étant un « apprentissage », alors que d'autres considéraient qu'il s'agissait d'un « encouragement », voire de « pression de la part des pairs ». Mieux comprendre ces dynamiques aidera l'Alliance mondiale à définir ses domaines de travail, puisque chacune de ces conceptions pourrait entraîner des actions différentes.

### **Volonté/Soutien politique**

L'importance de la volonté/du soutien politique a souvent été mentionnée dans les réponses. Bien qu'elle n'ait pas été présentée de la sorte explicitement, plusieurs personnes ont également souligné des actions qui peuvent renforcer la volonté et le soutien politiques, dont les suivantes :

- « plaidoyer collectif/coordination de campagnes » (société civile);

- « être exposées à l'activisme de groupes féministes, ce qui stimule les questions et le dialogue » (organisation de philanthropie privée)/les connexions directes avec les mouvements et fonds féministes;
- « faire partie d'une tendance/être perçue comme une bonne pratique, une pionnière ou être autrement récompensée par une attention positive, qui leur donne de la crédibilité et de la valeur » (société civile); et
- « Une soif de justice par le biais de l'expérience vécue. » (fonds de femmes/féministe)

Une autre réponse provenant de la société civile précisait que des événements politiques – tels que le Forum Génération Égalité – peuvent être utiles, car ils donnent lieu à des engagements.

## Actions que l'Alliance mondiale devrait mener pour encourager les financements de qualité

Le sondage demandait de classer, en ordre croissant d'importance, une série d'actions que l'Alliance mondiale pourrait mener pour encourager les financeurs à se diriger vers davantage de financements de qualité. Les différences de priorisation entre ces actions étaient très faibles, ce qui peut être dû au fait que toutes les actions seraient aussi importantes, ou que le système de classement des actions n'a pas été bien compris. Les dialogues portant sur les différentes options permettront d'orienter le travail de l'Alliance mondiale en ce sens.

### Les actions les mieux classées sont :

- Démontrer les réussites et l'impact des mouvements féministes
- Organiser des dialogues entre bailleurs de fonds et mouvements féministes pour analyser et comprendre les défis émergents et les stratégies d'intervention

Toutes les autres ont été classées selon le même niveau d'importance.

### Voici quelques-unes des autres actions recommandées :

« Des données et une analyse des mouvements antigénre et antidroits et les flux de financement qui leur sont octroyés. Une information sur le rôle d'autres parties prenantes qui pourraient jouer un rôle ou apporter un financement direct – mais avec un poids politique – pourrait entrer en jeu et soutenir le renforcement des financements des organisations féministes. Un plaidoyer renforcé en faveur d'un soutien politique des parties prenantes féministes, et notamment les défenseur·e·s de première ligne. Des analyses et exercices de cartographie du paysage global des mouvements et parties prenantes féministes dans un contexte donné (en fonction des domaines de travail, mouvements, occasions, menaces, difficultés, besoins de financement et défis pour y accéder, thématiques de droits humains, préoccupations de la sphère des droits civiques, etc.), menés avec elles et eux – afin d'éclairer un financement de qualité. » (autre)

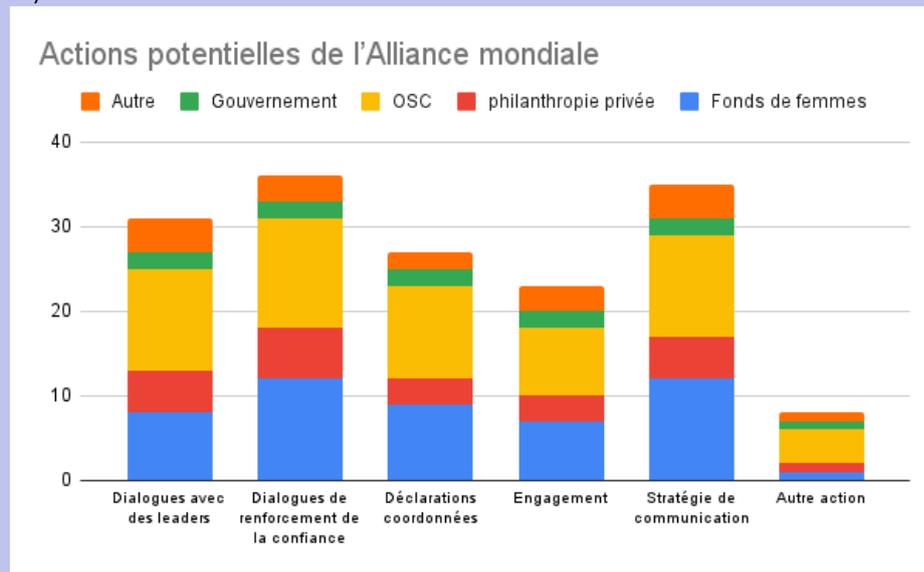
« Envisager d'intégrer le thème de la justice économique dans le discours avec les financeurs, surtout pour parvenir à un changement de narratif dans la collecte de fonds et parvenir à une philanthropie féministe. » (fonds de femmes/féministe)

## Actions que l'Alliance mondiale devrait mener pour encourager la participation de nouvelles parties prenantes

Il a également été demandé aux personnes ayant répondu au sondage ce que l'Alliance mondiale pourrait faire pour encourager de nouvelles parties prenantes à s'engager en faveur des mouvements féministes : « Dans nos efforts d'inclure de nouvelles parties prenantes, ou de renforcer la participation des soutiens actuels, que pourrait faire l'Alliance mondiale pour renforcer l'engagement et le soutien en faveur des mouvements féministes? » Il leur a été demandé de sélectionner autant d'options que voulu dans la liste suivante :

- Organiser des dialogues entre leaders de haut niveau engagé·e·s et potentielles nouvelles parties prenantes;
- Organiser des dialogues dans le but principal de créer des relations et renforcer la confiance entre bailleurs de fonds et mouvements féministes;

- Publier des déclarations coordonnées de soutien en faveur des mouvements féministes lors de mouvements politiques clés;
- Créer un « engagement » à valider et fournir un suivi régulier des avancées;
- Élaborer une stratégie de communication démontrant les réussites et les impacts des mouvements féministes;
- Autres (veuillez préciser).



Dans la catégorie « Autres », les recommandations incluaient :

- Demander une information publique relative au pourcentage et aux montants totaux de financements destinés aux mouvements féministes;
- L'Alliance mondiale a suggéré un pourcentage minimum de financement des institutions qui devrait être dédié aux mouvements féministes;
- décerner des prix ou donner de la visibilité aux bonnes pratiques d'une autre manière;
- Constituer un éventail des initiatives pour réduire le fardeau pour les organisations du mouvement féministe;
- Connecter et construire des ponts et des initiatives entre les différents mouvements de justice sociale;
- « Passer du générique au spécifique. Nous sommes souvent complètement bloquées au niveau de la répétition de l'articulation de notre problème, tout en ne passant vraiment pas assez de temps sur des solutions pratiques, des idées, des modalités de financement, des réussites. » (organisation de philanthropie privée)

Une personne a fait part de plusieurs préoccupations, que nous recopions ci-dessous dans leur intégralité afin que l'Alliance mondiale puisse les prendre en compte lors de la définition de ses domaines de travail :

« Ce sont essentiellement toutes de bonnes idées, mais nous vous encourageons à dépasser les actions qui restent au niveau des communications vers l'extérieur, sans un engagement profond et significatif auprès de l'ensemble des parties prenantes impliquées dans la promotion d'un dialogue continu et d'un changement transformateur « dans les coulisses ». Nous sommes également hésitantes à faire de la communication la pierre angulaire de l'Alliance mondiale : faire entendre la voix des mouvements féministes est évidemment indispensable, mais vu l'inégalité des dynamiques de pouvoir entre la majeure partie des mouvements féministes de la base et les membres du comité directeur de l'Alliance mondiale, il est important que l'Alliance mondiale ne prenne ou ne reçoive pas, par inadvertance, la majeure partie du crédit du travail réalisé par les mouvements féministes, ce qui renforcerait encore davantage l'inégalité des environnements de financement dans lesquels nous travaillons (consortium d'ONGI bien établies contre les mouvements de féministes de la base). La position de pouvoir des membres de l'Alliance mondiale au sein du mouvement féministe, ainsi que de ses réseaux, est une ressource indispensable à la réussite de sa mission, mais elle devrait être utilisée avec précaution et de manière réfléchie, en se demandant sans cesse si l'Alliance mondiale est au service d'elle-même ou des mouvements féministes qu'elle souhaite représenter. » (société civile)

## Autres parties prenantes

Le sondage demandait des suggestions de nouvelles parties prenantes, qu'il s'agisse de catégories de parties prenantes ou de noms spécifiques, qu'il serait judicieux d'inclure dans le travail de l'Alliance mondiale. Les réponses incluaient :

- Des gouvernements – tant de pays du Sud que des gouvernements bailleurs d'aide bilatérale et des agences de développement, ainsi que des gouvernements bailleurs qui ne soutiennent pas leurs mouvements féministes nationaux;
- Des féministes de la base;
- Des femmes autochtones;
- Des activistes pour les droits humains et la justice sociale et des défenseur·e·s des droits humains qui ne sont pas en lien avec des mouvements féministes;
- Des bailleurs de fonds actifs dans les domaines des droits humains et de la justice sociale qui ne financent actuellement pas de mouvements féministes;
- Des particuliers philanthropes;
- Des médias;
- Des agences multilatérales;
- Des institutions nationales pour les droits humains;
- Des mécanismes de redevabilité en matière de droits humains;
- Le grand public;
- La Commission de consolidation de la paix de l'ONU;
- Le secteur privé (« avec un processus de validation ») :
  - Une personne a spécifiquement demandé à ce que le secteur privé ne soit pas inclus. Ceci est une question qui demandera réellement à être débattue au sein de l'Alliance mondiale.

## Autre

Il y avait enfin une question ouverte invitant les personnes à faire part de ce qu'elles voulaient ajouter.

- « Nous voudrions souligner l'importance du leadership des jeunes féministes tout au long de ce processus, et particulièrement de placer leurs voix au centre, ainsi que celles des féministes de couleur, des féministes autochtones, des féministes en situation de handicap, des féministes queer, des féministes rurales, des féministes « des pays du Sud », etc. au centre de ces demandes de meilleures ressources pour les mouvements féministes, car nous sommes systématiquement exclues, ou utilisées dans ces espaces de plaidoyer et de financement. » (société civile)
- « Il serait génial d'ajouter des aspects en lien avec la décolonisation du développement et la manière d'aider à catalyser la collaboration entre organisations pour les droits des femmes. » (organisation de philanthropie privée)
- « Veiller à une forte représentation des pays du Sud, et notamment de ceux pour qui l'anglais n'est pas courant ou pas utilisé du tout. » (fonds de femmes/féministe)

## Prochaines étapes

Conformément aux retours d'information reçus grâce à ce sondage, les étapes suivantes incluront :

- les dernières modifications des buts/objectifs de l'Alliance mondiale et leur communication au groupe de référence avant d'être accessibles au grand public;
- la validation finale des conclusions du présent rapport par les membres du groupe de référence dans son ensemble, ainsi que par les groupes de parties prenantes; et
- la poursuite de l'élaboration des domaines de travail de l'Alliance mondiale au cours des mois qui précéderont et suivront le lancement en juin 2022.

